



# Front de luttes - septembre 2011

**Avec les nouvelles mesures d'austérité**, la presse aux ordres prétend que le sacrifice sera « partagé ». Duperie puisque la contribution des plus riches (200 millions) ne représente que 10 % de leurs gains grâce aux exonérations en 2011 !

Tout cela afin que nous payions une crise dont nous ne sommes nullement responsables. Des décennies « d'aides publiques aux entreprises »; les mécanismes du capitalisme ; les spéculations des banques et monopoles ont appauvri les travailleurs afin qu'une poignée de capitalistes s'enrichisse toujours plus !

Depuis 5 ans, c'est l'allongement de la durée de travail et de carrière renforçant l'exploitation, le stress, la fatigue ... sans augmentation de salaires. Le pouvoir a favorisé le développement incessant de la précarité synonyme d'absence de perspectives pour la jeunesse. Le nombre de pauvres : 8 millions, explose. Près d'un travailleur sur 5 est payé à un SMIC non revalorisé (en prix réel) depuis plus de 10 ans.

Sarkozy a parachevé l'attaque contre les services publics (Postes, énergie, santé publique, école). La casse organisée (RGPP) a affaibli dans tous les domaines leurs missions de satisfaction des besoins vitaux malgré la compétence des personnels, en supprimant 100 000 postes depuis 2 ans et en prévoyant la suppression de 30 000 pour l'année 2012.

La rentrée scolaire est un scandale, avec des postes en moins et des fermetures de classe, indigne d'un pays « développé ». Le credo de Sarkozy pour l'école, c'est la rentabilité financière. L'héritage sera lourd, un pays, qui n'investit pas pour l'éducatif, occulte son avenir.

Durant ce temps, les monopoles, pour réaliser le profit maximum, ont délocalisé, fermé les entreprises, affaibli encore plus le secteur industriel. Une politique aussi antisociale ne peut qu'engendrer réaction autoritaire et la régression des libertés. C'est la justice de classe, toujours plus aux ordres (en marginalisant les dissidents de l'institution), la répression comme unique solution à l'insécurité croissante alors que les puissants ne sont pas des justiciables comme les autres, échappant à toute condamnation pour leurs délits.

Le pouvoir de Sarkozy pour camoufler ses échecs a cherché des boucs émissaires comme diversion : sans-papiers, Roms suscitant des scènes dignes du régime de Vichy !

C'est le développement de la politique de guerre, avec l'alignement sur les positions les plus bellicistes de l'OTAN pour le seul profit du complexe militaro-industriel et du groupe pétrolier Total. En Libye, comme l'URCF l'annonçait dès le premier jour du conflit, guerre pour conquérir 35 % de pétrole libyen pour un coût de 2 milliards payés par les seuls travailleurs. Une politique qui a appauvri les travailleurs et affaibli l'image du pays.

## **L'UE est l'ennemie des peuples.**

Certains dirigeants réformistes à la gauche du PS appellent les « Femmes et les hommes de ce pays à transformer les institutions européennes ». Ces derniers proposent de modifier les statuts de la Banque Centrale Européenne pour la transformer en Banque Populaire pour l'Emploi, sans toucher à la propriété des monopoles : illusions dangereuses qui ignorent les lois économiques du capitalisme. La réalité est tout autre puisque l'UE veut instituer une « règle d'or » qui rendrait *obligatoire* la politique d'austérité pour combler les déficits. L'UE conduit partout la même politique néolibérale à coups de privatisations, de déréglementation, de précarité, de chômage de masse, et d'austérité pour faire payer les dettes (et les intérêts) de chaque Etat. Là aussi, même réaction antidémocratique. En 2005, le peuple de France infligeait une défaite majeure, par le suffrage universel, aux capitalistes, à l'UE impérialiste aux partis du Capital UMP et PS en rejetant le projet de TCE.

C'est Sarkozy, avec le vote du groupe socialiste, qui violera la souveraineté populaire en faisant adopter par le Sénat et l'Assemblée un projet similaire dit traité de Lisbonne.

L'UE est un obstacle à la satisfaction de nos besoins, avec toutes les classes ouvrières et les travailleurs de tous les pays, il faut que nous œuvrions à la **rupture**, au retrait de chaque pays d'une UE nullement réformable, dans la perspective du renversement du mode de production capitaliste.

## **Le capitalisme en crise permanente est de plus en plus parasitaire et pourrissant.**

Deux partis incarnent le pouvoir du capital : UMP et PS (avec leurs satellites impuissants). Le changement de président constitue une simple alternance entre deux forces en consensus profond sur toutes les questions importantes. Il faut construire une alternative progressiste et un changement radical de politique, pas de chèque en blanc au PS et à l'UMP. La présidentielle peut relancer les illusions sur un type d'élection au caractère anti-démocratique de nature monarcho-présidentielle où l'opinion publique est formatée par des sondages orientés et à coups de « petites phrases »

politiciennes et de promesses sans lendemain. L'essentiel pour le mouvement populaire réside bien comme en 36, 45 et 68 dans les luttes politiques et la grève générale reconductible *afin de faire plier le capital et de lui faire payer sa crise !* Il faut dans le feu des luttes démasquer les discours et méthodes des Etats-majors de la résignation et de la capitulation. L'URCF propose aux organisations communistes de forger un front uni d'action pour développer un courant réellement anticapitaliste comme base demain d'un front plus large Pour une Alternative populaire anticapitaliste. En effet, c'est bien le *capitalisme qui est la source de tous les maux* dont les pays et les travailleurs souffrent, en raison de la propriété privée des moyens de production et d'échange, du pouvoir du capital financier. Le combat contre le capital jour après jour fera grandir la conscience et l'aspiration que le socialisme par la révolution anticapitaliste est la seule alternative à un système capitaliste pourrissant, parasitaire et de plus en plus barbare pour la majorité de l'humanité.

**Dans tous les combats**, les communistes de l'URCF relieront concrètement la lutte quotidienne (contre les conséquences du capitalisme et de sa crise structurelle) à la lutte générale contre le capitalisme-impérialisme et démontreront patiemment que la révolution socialiste est la seule alternative populaire au capitalisme. La lutte sera longue mais nous vaincrons !

## Luttes pour les salaires

**La revendication centrale et unifiante** soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1600 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

**Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables** supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises qui le composent ont encore doublé en 2010, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.

**Un salarié sur six est payé au smic**, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%..

Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

**Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.**

L'URCF revendique le smic à 1600 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme. **Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs.**

### Eurotunnel (Transport).

Des salariés d'Eurotunnel ont procédé à un débrayage surprise le lundi 30 août au soir, à Calais (Pas-de-Calais) et ont fait de même le mardi afin d'obtenir une augmentation de salaire.

Un débrayage surprise s'est déroulé avec les salariés de l'exploitation, ainsi que les employés des bureaux et de la maintenance, qui a fortement ralenti l'activité, avec une centaine de personnes qui ont manifesté devant les locaux de l'entreprise.

Des négociations entre la direction et les syndicats ont échoué la semaine d'avant et les syndicats CFTD, FO et CGT ont maintenu un préavis de grève illimité qui prenait effet à partir de samedi dernier.

Le premier débrayage dans la soirée de lundi, de 20H30 à minuit, a mobilisé 95% des salariés de l'exploitation.

Les salariés d'Eurotunnel souhaitent "*une véritable ouverture des négociations pour une revalorisation salariale qu'ils estiment justifiée suite aux bons résultats de l'entreprise*".

Le préavis a touché le trafic des navettes ferroviaires d'Eurotunnel qui relie Calais à Folkestone (Grande-Bretagne).

### Pompes funèbres générales (Valenciennes, Nord).

Une dizaine de salariés des Pompes funèbres générales à Valenciennes, qui appartiennent au premier groupe de services funéraires en France, OGF, étaient en grève mardi 6 septembre pour des augmentations de salaires.

"*La grève est lancée, on est une dizaine de grévistes avec des banderoles et des sifflets devant l'agence*", a déclaré, un des salariés participant au mouvement.

Les grévistes avaient déposé un préavis de grève en vue d'une visite de leur agence par le PDG du groupe OGF (Omnium de Gestion et de Financement), Philippe Lerouge, prévue en fin d'après-midi.

Les collègues qui ne participent pas au mouvement font klaxonner leurs corbillards par solidarité.

A titre d'exemple, un porteur-chauffeur, gagne entre 950 et 1.100 euros par mois, son salaire variant en fonction des permanences de nuit et astreintes effectuées.

De plus les travailleurs ne veulent plus que la direction de l'agence ne distribue plus au personnel de cartes prépayées pour le nettoyage à sec de leurs costumes.

Les grévistes dénoncent enfin des "problèmes d'hygiène" et le fait d'avoir été employés pour nettoyer des champignons apparus sur des murs, puis pour les repeindre, ou encore le manque d'entretien du local de repos du personnel.

Détenu en majorité par le fonds de pension Astorg Partners, OGF, qui emploie 6.000 personnes en France, a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 520 millions d'euros.

### **Sogeres (Osny, Val-d'Oise).**

Une quarantaine de salariés de Sogeres était en grève lundi 12 après-midi sur le site d'Osny (Val-d'Oise) bloquant ainsi la livraison de 23.000 repas dans des cantines scolaires, des crèches et des maisons de retraite.

*« Une quarantaine d'employés, des chauffeurs, des cuisiniers et des conditionneurs, sont en grève depuis 5h30. Ils revendiquent des augmentations de salaires et dénoncent la pénibilité du travail ».*

Des chauffeurs protestent également contre une récente réorganisation du travail qui les oblige à effectuer une répartition des denrées, alors que jusqu'à présent ils ne s'occupaient que de la livraison et de la vérification des caisses.

Les négociations engagées durant la matinée entre la direction patronale et une délégation de syndicalistes et de salariés n'avaient pas abouti.

Les négociations « échouent » sur tout ce qui concerne les revendications salariales.

La cuisine centrale de Sogeres située à Osny approvisionne majoritairement des cantines scolaires du Val-d'Oise, de l'Essonne et des Yvelines, mais aussi des crèches et des maisons de retraite.

### **Fonderie du Poitou Alu (Montupet, Vienne).**

La quasi totalité des ouvriers et employés de l'usine (480 salariés) basée à Ingrandes a voté la grève le 02/09/2011 contre le "plan de compétitivité" qui prévoit des réductions de salaires de 25 % et propose des postes en Bulgarie ou au Mexique.

Le patron de l'usine s'octroie une rémunération d'un million d'euros sans parler d'1,5 million de dividendes.

Le groupe Montupet, a racheté en 2009 l'entreprise à un fonds d'investissement allemand. L'équipementier automobile fabrique des culasses pour Renault (85% des commandes) et Peugeot.

Le 13 septembre, 1.000 travailleurs ont manifesté à Châtelleraut (Vienne) contre le "plan de compétitivité".

Après s'être rassemblés devant l'hôtel de ville, les manifestants, parmi lesquels plusieurs centaines d'ouvriers et employés de la Fonderie mais aussi des salariés d'entreprises de la région de Châtelleraut, ont défilé dans la matinée dans les rues du centre-ville.

*"Tout le monde a la « pêche ».* Personne ne parle de reprendre (le travail). Tout le monde est mobilisé", a déclaré un délégué CGT à la Fonderie.

Le 22 septembre, environ 400 personnes, majoritairement des ouvriers grévistes ont manifesté à Poitiers.

Après une opération escargot sur la RN10 depuis Chasseneuil-du-Poitou, les salariés de la fonderie, rejoints par une centaine de fonctionnaires territoriaux et de salariés d'entreprises locales (Thalès à Châtelleraut, Buroform à Valdivienne), ont rejoint la préfecture, puis la place Leclerc dans le centre-ville, où ils ont installé un barbecue.

Des représentants de l'intersyndicale devaient rencontrer en début d'après-midi le préfet de la Vienne et Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre et actuel sénateur de la Vienne.

Un rassemblement national de la filière automobile est par ailleurs prévu le 29 septembre à Châteauroux, siège de l'un des établissements du groupe Montupet.

Le 30 septembre, une réunion entre les représentants syndicaux de la Fonderie du Poitou aluminium, propriété de Montupet, et le directeur du groupe, Stéphane Magnan, s'est terminée vendredi à Poitiers sans aucun accord, les salariés décidant de bloquer l'usine dès lundi.

*"Ca a échoué, Magnan ne veut pas retirer son plan. On a discuté presque quatre heures pour nous faire tourner en rond et à la fin il dit « je retire pas le plan »",* a déclaré un représentant CGT à la sortie de la réunion qui s'est déroulée sous la surveillance du préfet de la Vienne.

*"Un protocole nous a été soumis mais on ne l'a pas signé car pour nous la première condition c'est le retrait du plan",* a-t-il ajouté, estimant n'avoir "plus rien à attendre de Montupet".

Les quelque 200 ouvriers réunis devant la préfecture durant la réunion, ont rapidement décidé de se donner rendez-vous lundi à 5H00 du matin pour occuper leur usine.

Le 3 octobre, les grévistes de la Fonderie du Poitou aluminium (FDPA), en conflit avec leur maison-mère Montupet, ont indiqué avoir découvert à 5h00 du matin que les fours avaient été déménagés (sur ordre de la direction patronale) ce week-end et ont en représailles bloqué les accès au site.

Les salariés grévistes, qui entament leur quatrième semaine de grève, ont ensuite entrepris de bloquer les accès à la FDPA en érigeant des barrages routiers et ferroviaires avec un stock de culasses automobiles.

L'usine est désormais totalement à l'arrêt, les grévistes ayant par ailleurs interdit l'accès aux salariés non grévistes, des cadres, techniciens ou intérimaires, qui travaillaient encore dans la fonderie.

"Qu'il n'y ait eu aucune avancée a été vécu comme une provocation par les gars", dit un ouvrier, prévenant que "s'ils nous enlèvent les culasses, on en mettra d'autres à la place".

Les grévistes ont également bloqué l'accès à une seconde fonderie sur le site, la Fonderie du Poitou fonte, qui jusqu'ici n'avait pas été touchée par le conflit. Cette dernière travaille à 50% pour le groupe Renault en fournissant des carters automobiles.

**La direction sait bien que c'est la grève et les blocages massifs et dans la durée qui peuvent la contraindre à reculer y compris sur son chantage à la fermeture du site.**

**L'URCF lutte pour la nationalisation sans indemnités de cette entreprise. Dans le secteur de l'automobile sinistré par les choix patronaux, l'URCF avance la revendication démocratique de création d'un vaste pôle de service public par la nationalisation sans indemnités des grands groupes automobiles, de leurs filiales et sous-traitants, afin de satisfaire les besoins, d'assurer les emplois dans une lutte de classe continue jusqu'au bris de l'Etat capitaliste.**

### **Goodyear (Riom, Puy-de-Dôme).**

Les salariés de l'usine Goodyear de Riom (Puy-de-Dôme) sont en grève depuis le 05 septembre pour des augmentations de salaires, ce qui entraîne un arrêt total de la production.

Sur 115 salariés, environ 75 ont procédé depuis le 5 septembre à des arrêts de travail de 4 à 8 heures et la production est à l'arrêt.

Des rassemblements ont lieu chaque matin devant l'usine où des pneus et des palettes ont été brûlés.

Les ouvriers grévistes revendiquent un rattrapage salarial de 120 euros pour être alignés sur leurs collègues de l'usine de Montluçon, dans l'Allier.

"Nous sommes dans la même entreprise, avec la même convention collective et le même employeur, il n'y a pas de raison qu'il y ait des différences de salaires", dit un travailleur.

Lors d'une négociation mardi matin 13 septembre, la direction a proposé un rattrapage de 80 euros, jugé "insuffisant" par les travailleurs en lutte.

L'après-midi, la reprise du travail a été votée après un accord sur les salaires avec la direction patronale.

La direction a proposé une augmentation de 80 euros en septembre et de 40 euros en septembre 2012.

"Nos revendications ont été suivies à 100% même si un tiers de ce qu'on demandait ne sera appliqué que l'année prochaine", a expliqué le délégué CGT, précisant que le travail reprendrait dès mercredi.

### **Crédit Mutuel Arkéa.**

Au Crédit Mutuel Arkéa (Bretagne, Sud-Ouest et Massif Central), l'augmentation de 30% des salaires des dirigeants a donné des idées aux travailleurs qui se sont mis en grève pour demander des augmentations et contre la tentative de la direction d'introduire l'individualisation des salaires, c'est à dire de les lier aux résultats. Le mouvement a entraîné de nombreuses assemblées générales et des fermetures d'établissements, surtout en Bretagne.

## **Luttes pour l'emploi et les conditions de travail.**

**Le mot d'ordre URCF immédiat de *nationalisation sans indemnités* des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.**

**Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :**

- **Plan national de luttes contre le chômage.**
- **Interdiction des licenciements.**
- **Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.**
- **Les revenus des privés d'emplois (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.**
- **Nationalisation sans indemnités des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, **transport**, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).**

### Lactalis (agroalimentaire, Vosges).

Le groupe Lactalis a annoncé devant le comité d'entreprise (CE) de l'usine de Xertigny (Vosges) qu'il allait fermer cette unité de production "au plus tard au premier trimestre 2012",.

Cette fromagerie, qui produit 8.000 tonnes annuelles de munster, de brie et de petit brie, emploie 162 salariés.

Seuls 34 emplois devraient être conservés pour la collecte de lait, la seule activité qui doit être maintenue.

Soixante-six salariés doivent être reclassés dans une autre usine de Lactalis, à Corcieux (Vosges), distante d'une soixantaine de kilomètres !

En mars dernier, 42 postes avaient déjà été supprimés lors du transfert de la production des "ovales" vers une usine d'Ille-et-Vilaine.

Un piquet de grève était prévu jeudi 1<sup>er</sup> septembre, à l'appel de la CFDT et de la CGE-CGT, "pour sauver la seule industrie de la commune, et qui existe depuis 1934".

Depuis le rachat de l'italien Parmalat en juillet dernier, le groupe français Lactalis est devenu le numéro un mondial des produits laitiers, présent dans 56 pays et pesant près de 15 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

Selon des chiffres de 2010 cités par le groupe, le "nouveau Lactalis" pèse 14,7 milliards de chiffre d'affaires annuel.

Ensemble, Lactalis et Parmalat emploient 52.170 personnes dans 56 pays, disposent de 198 sites de production et collectent 14 milliards de litres de lait par an.

### Fralib (Unilever, Gémenos).

Les salariés de Fralib (Unilever) occupent depuis le vendredi après-midi 02 septembre leur usine de Gémenos (Bouches-du-Rhône), dont la fermeture a été annoncée et le plan de sauvegarde de l'emploi validé le 21 juillet par les tribunaux marseillais.

La direction ayant "procédé au licenciement de 134 salariés depuis mercredi 31 août" et puisqu'elle "a affiché son intention de démantèlement de notre usine", "*une centaine de salariés de Fralib réunis aujourd'hui en assemblée générale ont décidé l'occupation de l'usine tant que notre projet alternatif ne sera pas appliqué*", a dit le secrétaire CGT du CE de Fralib faisant parti des occupants de l'usine. Des rotations pour assurer une présence 24H/24 sont organisées.

Les salariés menacés se battent pour pérenniser le site et réclament que la marque Elephant, les machines et le savoir-faire leur soient cédés.

"*On est installés, on est chez nous, il faudra qu'ils nous délogent par la force*", a dit un représentant CGT.

Le géant anglo-néerlandais de l'agroalimentaire et des cosmétiques veut fermer l'usine de Gémenos, la seule en France à fabriquer les thés Lipton et infusions Eléphant.

***Nous saluons la détermination et l'organisation exceptionnelles des travailleurs de Fralib qui doivent tenir bon. Solidarité nationale de classe avec les travailleurs en lutte pour sauver nos emplois ! Nationalisation sans indemnités des entreprises et des monopoles qui délocalisent ou suppriment les emplois ! Emplois contre profits ! Besoins contre profits !***

### Léon de Bruxelles (restauration).

Une opération commerciale organisée la semaine du 06 septembre dans les restaurants Léon de Bruxelles a été perturbée en région parisienne par un mouvement de grève lancé par la CGT.

Affirmant que l'opération commerciale, qui propose des moules à volonté, dégrade les conditions de travail des salariés, la CGT, minoritaire dans l'entreprise, revendique des "contreparties salariales" et des "mesures pour préserver la santé au travail".

Cinq restaurants de la région parisienne (environ 80 grévistes) sont touchés par le mouvement, dont celui situé près de l'Opéra qui a dû fermer ses portes le lundi soir.

Plus généralement, la CGT revendique une augmentation de salaire de 4% au lieu des 2% accordés par l'entreprise en contrepartie de la baisse de la TVA dans la restauration.

Le syndicat FO, majoritaire dans l'entreprise, s'est désolidarisé de la CGT, en estimant, dans un communiqué publié mardi, que "ce n'est pas le moment opportun" de menacer d'une grève une entreprise qui est l'une des rares à avoir respecté et tenu les engagements liés à la baisse de la TVA dans la restauration (sic).

Léon de Bruxelles compte 64 restaurants en France employant 1.350 salariés.

### Pleins Titres (presse, Grenoble).

Début septembre, les salariés grenoblois de l'agence Pleins Titres, qui réalisent les pages locales du quotidien gratuit 20 Minutes, ont entamé leur troisième semaine de grève pour dénoncer leurs conditions de travail, ont-ils annoncé mardi dans un communiqué.

En grève depuis le 22 août, les trois salariés (deux à temps partiel et un à temps plein) revendiquaient une augmentation de 100 euros par mois, qu'ils ont depuis lors revue à la baisse à 70 euros par mois.

Ils estiment cette revendication "à la hauteur" de leur "implication quotidienne dans la réalisation de l'édition locale" et "compensant les conditions précaires" dans lesquelles ils disent exercer leur métier.

"Pour rappel, nous touchons 1.400 euros nets et effectuons au minimum 60 heures par semaine pour un plein temps en travaillant tous les week-ends", indiquent-ils dans leur communiqué, en précisant ne pas avoir de bureau dédié à 20 Minutes et utiliser leur propre matériel.

"Ils savaient en signant leur contrat dans quelles conditions et à quel salaire ils allaient travailler et personne ne s'y est opposé à l'époque", a réagi la patronne.

Depuis le début de la grève, les pages grenobloises de 20 Minutes sont rédigées par les salariés lyonnais de Pleins Titres.

### **Sogeres (Osny Val-d'Oise).**

Une quarantaine de salariés de Sogeres était en grève lundi 12 après-midi sur le site d'Osny (Val-d'Oise) bloquant ainsi la livraison de 23.000 repas dans des cantines scolaires, des crèches et des maisons de retraite.

« Une quarantaine d'employés, des chauffeurs, des cuisiniers et des conditionneurs, sont en grève depuis 5h30. Ils revendiquent des augmentations de salaires et dénoncent la pénibilité du travail ».

Des chauffeurs protestent également contre une récente réorganisation du travail qui les oblige à effectuer une répartition des denrées, alors que jusqu'à présent ils ne s'occupaient que de la livraison et de la vérification des caisses.

Les négociations engagées durant la matinée entre la direction patronale et une délégation de syndicalistes et de salariés n'avaient pas abouti.

Les négociations « échouent » sur tout ce qui concerne les revendications salariales.

La cuisine centrale de Sogeres située à Osny approvisionne majoritairement des cantines scolaires du Val-d'Oise, de l'Essonne et des Yvelines, mais aussi des crèches et des maisons de retraite.

Vendredi 16 septembre : les travailleurs de la cuisine centrale de Sogeres à Osny (Val-d'Oise), reprennent le travail.

### **Faurecia (équipementier automobile, Nompattelize, Vosges)**

Près de 90% des 270 salariés de l'usine Faurecia sièges automobiles de Nompattelize (Vosges) sont en grève depuis mardi 14 septembre contre la filialisation du site et un nouveau projet industriel qui prévoit de ne conserver que 20% des effectifs.

Le site, sur lequel sont actuellement fabriquées des armatures de sièges pour automobiles, doit se convertir courant 2012 dans la construction de voitures électriques, selon un communiqué de la direction transmis aux salariés en juillet dernier.

"Ils ne nous garantissent que le maintien de 20% du personnel et une filialisation du site, c'est-à-dire que l'on quitterait le groupe Faurecia et ses garanties", a dénoncé le syndicaliste CGT.

"Pour les 80% de salariés restants, la direction n'a rien à proposer. Si l'on est filialisé, les conditions de départ actuelles tombent, les indemnités seront ridicules, nous n'aurons pas de congés de reclassement ou de paiement de formation", explique le syndicaliste, qui attend "des engagements de la direction".

Les salariés, qui ont entamé une "grève illimitée" depuis mardi matin, devaient rencontrer la direction mercredi après-midi.

Le 18 septembre, la direction patronale du groupe Faurecia a assuré avoir pris des engagements devant les salariés de son usine en grève depuis mardi, mais les syndicats se sont dits sceptiques sur le sérieux des assurances du groupe, demandant des "engagements écrits" jusqu'en 2016 : "Plusieurs protocoles de sortie de grève (négociés depuis mardi) ne correspondaient pas aux garanties données à l'oral", explique un travailleur syndicaliste CGT.

Le mouvement de grève illimité se poursuit lundi 19, le même jour, un responsable du groupe doit venir rencontrer les grévistes, a-t-il ajouté.

Le 21 septembre, les salariés de l'usine ont repris leur activité après la signature d'un protocole qui garantit notamment l'emploi jusque 2014.

"Nous avons obtenu la garantie du maintien de l'emploi jusqu'à fin 2012, et celle du maintien de 130 postes après 2014", a indiqué le syndicaliste CGT.

Faurecia est le sixième équipementier automobile mondial. Le groupe a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 13,8 milliards d'euros. Il emploie 75.000 personnes dans 33 pays.

### **GPV (enveloppes et emballage postal, Ardèche).**

Les salariés de GPV (enveloppes et emballage postal) à Davézieux en Ardèche, entreprise en redressement judiciaire, bloquent depuis lundi matin 19 septembre leur usine pour faire pression sur les actionnaires et les candidats à la reprise.

Alors que les 185 salariés du site sont en grève depuis début septembre, ils ont décidé en assemblée générale de se positionner jour et nuit devant les portails pour protéger les stocks et empêcher l'entrée des membres de la direction patronale.

Le tribunal de commerce d'Aubenas doit choisir le 27 septembre un repreneur. Deux candidats, tous deux spécialisés dans la fabrication d'enveloppes, sont sur les rangs: l'allemand Mayer et l'espagnol Tompla.

Le groupe GPV, dont le siège social est à Davézieux et qui compte deux autres sites en France, à Roanne (Loire) et Saint-Amarin (Haut-Rhin), soit 590 salariés au total, est en redressement judiciaire depuis juin dernier.

Mayer prévoit une fermeture de l'usine de Davézieux, tandis que Tompla y maintiendrait quelques dizaines d'emplois. Les autres sites seraient moins touchés.

*"Nous voulons le maintien de l'emploi à Davézieux et si nous n'y arrivons pas, nous revendiquons des primes supra-légales dignes pour ceux qui seraient licenciés",* explique le délégué CGT.

*"Nous demandons un délai supplémentaire au tribunal avant de désigner un repreneur car les offres doivent être meilleures, et mettons nos actionnaires dont le Crédit Mutuel face à leurs responsabilités",* a-t-il ajouté.

### **Lafarge (Ciment, Frangey).**

Le 20 septembre, douze salariés de l'usine Lafarge de Frangey (Yonne) et le maire de la commune ont entamé une grève de la faim devant le siège de l'activité cimenterie du groupe à Saint-Cloud (92) pour s'opposer à la fermeture du site qui emploie 74 salariés, que le patronat justifie par une surcapacité des fours par rapport au marché national et un coût de production élevé. Le site est en activité depuis 1930. Un appel à la grève avait été lancé sur tous les sites. Le groupe Lafarge Ciments a annoncé en mai la fermeture, fin 2012, de l'usine. "Nous sommes confrontés à une désertification" et "il y a un moment où il faut taper sur la table pour arrêter cela", a déclaré le maire sans étiquette de Lezennes (commune dont dépend Frangey) où l'usine constitue le premier employeur et son activité induit l'emploi de près de 500 personnes aux alentours. La grève de la faim devant le siège à Saint-Cloud a duré une dizaine de jours. Auparavant, la direction avait appelé les CRS pour réprimer des travailleurs qui tentaient de bloquer le siège social. Il y avait, du côté des syndicats, une volonté de ne pas bloquer l'activité, avec l'espoir de faire revenir la direction sur sa décision. Le mouvement a cessé à l'issue du CCE où cette dernière a annoncé le maintien d'une activité (probablement dans le cadre d'une reconversion dans une activité de recyclage) pour 35 personnes, 5 départs à la retraite et le reclassement des 34 autres sur d'autres sites du groupe avec "de grosses mesures d'accompagnement".

*Ceci est bien loin des revendications des travailleurs et de la population de pouvoir vivre et travailler au pays, ce qui nécessite pour le moins le maintien d'un tissu industriel, alors que 2000 emplois ont été perdus en moins de dix ans. Le maintien de l'usine et de tous les emplois ne peut être obtenu que par la grève bloquante sur tous les sites du groupe, avec la mobilisation de toute la population. Si Lafarge juge que l'usine n'est pas assez rentable par rapport à ses exigences de profits, il doit être exproprié sans indemnisation et l'ensemble du groupe nationalisé. On doute que les politiciens venus saluer les grévistes de la faim, tels le "socialiste" Valls, aient suggéré cette solution.*

### **La Poste.**

Le 22 septembre, un appel à la grève avait été lancé à la Poste suite au suicide d'une salariée du centre financier de Paris. Un cortège de plusieurs centaines de salariés a défilé à Paris, en se recueillant devant le bâtiment où la salariée de 52 ans s'est défenestrée. Les syndicats ont dénoncé à juste titre les réorganisations, déménagements et mutations forcées et la surcharge de travail des agents.

### **Arcelor Mittal (métallurgie, Florange).**

Le 23 septembre, plus de 500 salariés d'Arcelor Mittal ont manifesté à Florange (Moselle) en distribuant symboliquement une "soupe populaire" pour dénoncer l'arrêt temporaire de la production à partir d'octobre. Le numéro un mondial de la sidérurgie a décidé de stopper le second haut fourneau de Florange, en raison d'une baisse des commandes d'acier, alors que la mise en veille du premier a déjà été prolongée au moins jusqu'à la fin de l'année.

Devant les bureaux de la direction, les manifestants ont réclamé "du concret, pas des promesses", en dénonçant la baisse de la production qui a entraîné la forte augmentation du prix de vente de l'acier, "lequel a conduit à une grosse baisse de commande".

Les ministres de l'Industrie et du Travail, Eric Besson et Xavier Bertrand, avaient annoncé que "le groupe ArcelorMittal excluait tout recours à des licenciements dans le cadre de cet arrêt temporaire", après avoir reçu le directeur général d'ArcelorMittal France, Hervé Bourrier.

Une convention "activité partielle de longue durée" (sic) est actuellement en préparation, comportant un engagement de « maintien » des emplois sur une période double de la durée de la réduction d'activité, en contrepartie du financement public accordé à l'entreprise. Ceci équivaut à faire avaliser par l'Etat les plans de démantèlement, les travailleurs sachant ce que valent les promesses patronales.

### **Agents du service des routes du Puy-de-Dôme.**

Le 26 septembre, des agents du service des routes du Puy-de-Dôme en grève pour demander le retrait d'un projet de géolocalisation des véhicules et réclamer une augmentation des salaires les plus bas, ont occupé le bâtiment du Conseil Général. Au bout de quatre heures, les forces de répression de l'Etat ont évacué les manifestants. Ils ont alors bloqué la sortie du parc de stationnement jusqu'à la fin des négociations.

### **Areva (la Hague).**

A l'usine Areva de la Hague, la production a été bloquée par une grève des travailleurs contre une tentative de la direction de remettre en cause un accord sur la pénibilité qui permet de partir en préretraite plus tôt.

### **Mayotte, lutte contre la vie chère.**

Le 27 septembre, à l'appel d'une intersyndicale et des associations de consommateurs, une grève générale a eu lieu à Mayotte contre la vie chère en lien avec la mobilisation dans l'éducation. De 2007 à 2011, la vie a augmenté de 60% à Mayotte. Les syndicats revendiquent aussi un SMIG à 1300 euros par mois minimum pour tous en janvier 2012. Le SMIG en vigueur à Mayotte équivaut à 85% du SMIC français.

Les syndicats avaient demandé au préfet un blocage des prix pour des aliments de base dans l'île: 10 euros pour le carton de 10 kg des "mabawa" (ailes de poulets), 15 euros pour le sac de viande de 10 kg et 10 euros pour le sac de riz de 20 kg. Le préfet leur avait répondu que ce n'était pas dans son domaine de compétences.

Les syndicats de l'Education Nationale (FSU Mayotte, SNEP, SNES, SNUEP, SNICS, SNUIPP, SNAS-FP) revendiquent une "véritable politique éducative": relance de l'éducation prioritaire, plan pluriannuel de recrutement massif, renforcement des conditions de sécurité et d'hygiène dans les établissements. Plusieurs milliers de personnes ont pris part aux manifestations, que la police a réprimées à coups de gaz.

La CGT Educ'Action, Sud éducation et la FNERC ont décidé d'associer à leurs revendications celles du mouvement contre la vie chère. Des négociations ont eu lieu avec des représentants du patronat et de l'Etat colonial français. D'autres manifestations ont eu lieu, et à Dzoumonié, des routes ont été barrées par des manifestants, des affrontements ont eu lieu contre les gendarmes mobiles. A Longoni, la cité portuaire de Mayotte, un enfant de 9 ans a été blessé par un projectile de flash-ball tiré par un gendarme.

Plusieurs centaines de Mahoraises et Mahorais ont rejeté les propositions de baisse de prix formulées par les acteurs de la grande distribution. Le mot d'ordre avait alors été réitéré d'empêcher l'ouverture de tous les commerces samedi. Avant de signer tout éventuel accord, le collectif (front syndical et d'associations de consommateurs) a pris l'habitude de consulter une partie de la population rassemblée sur la place du marché de Mamoudzou, chef-lieu de Mayotte. C'est là que s'expriment, avec détermination, les "bouenis", les mères de famille mahoraises.

Mardi 11 octobre, une centaine de personnes ont quitté la manifestation de l'après-midi, qui se déroulait dans le calme, pour se servir dans l'entrepôt d'une grande surface dans la zone industrielle de Kawéni avant que la gendarmerie (qui a reçu des renforts de la métropole coloniale) n'intervienne.

### ***L'URCF exprime sa totale solidarité avec le combat des travailleurs de Mayotte.***

*Les DOM-TOM sont en réalité, avec d'autres territoires d'outre-mer, les dernières colonies de l'impérialisme français, où sévissent chômage massif, misère, surexploitation, prix et tarifs coloniaux, car les taxes diverses les rendent plus chers qu'en métropole.*

*Dans une île fertile en produits agricoles, le développement capitaliste à la campagne signifie que les profits des grands propriétaires fonciers sont réalisés par l'exportation des fruits et légumes qui font défaut cruellement sur le marché local. Les produits de base (pâtes, riz, légumes, poulet) sont importés et lourdement taxés, frappant durement le budget des familles populaires.*

*Le combat actuel est centré sur les revendications sociales, économiques, les familles de travailleurs Mahorais se heurtent, comme en métropole, à la politique sarkozyste de déréglementation généralisée visant à faire payer la crise du système capitaliste aux travailleurs. Ils se heurtent aussi à la politique répressive de ce gouvernement, qui envoie ses militaires.*

*En dernière instance, la grève générale est la conséquence de la situation coloniale, qui accentue les effets de l'exploitation capitaliste, à travers l'usurpation économique et politique de l'île par les minorités métropolitaines. Organisation marxiste-léniniste, l'URCF se déclare en faveur de l'autodétermination des peuples opprimés par l'impérialisme français, c'est à eux seuls de décider de leur avenir, y compris par le droit à la séparation. « Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre », cette phrase de Marx résonne avec force aujourd'hui, car elle traduit l'exigence de justice et de libertés pour les victimes du colonialisme contemporain.*

### **Education Nationale.**

A Paris, la grève dans l'Education Nationale rassemblait les personnels du secteur public et privé. Le projet de budget 2012 prévoit 14000 suppressions de postes à la prochaine rentrée. Au total, ce sont 80.000 postes, essentiellement d'enseignants, qui auront été supprimés au cours de la mandature 2007-2012. Le secteur privé revendique "Zéro retrait d'emplois pour la rentrée 2012". La mobilisation a été particulièrement importante.

### **LyondellBasell (pétrochimie, Bouches-du-Rhône).**

A la raffinerie de LyondellBasell, les travailleurs ont voté mardi 27 septembre une grève avec blocage d'au moins 48 heures sur l'ensemble des sites du groupe à Berre (Bouches-du-Rhône), après l'annonce d'un projet de fermeture de la raffinerie sous prétexte de non-rentabilité. Lors d'une assemblée générale, suite à l'annonce de la direction lors d'un comité d'entreprise extraordinaire, plusieurs centaines de salariés ont voté la grève, renouvelable toutes les 24 heures, avec blocage de l'ensemble des dépôts et arrêt progressif de toutes les unités. Sur proposition de l'intersyndicale (CGT, CFTD, CFE-CGC, FO, CFTC), qui avait menacé d'une grève "de grande ampleur", les salariés ont également décidé que



tous les portails d'accès au site pétrochimique seraient "fermés et cadenassés". L'ensemble du complexe LyondellBasell de Berre emploie quelque 1250 salariés, dont 370 sur la raffinerie.

Le 28 les salariés de la raffinerie Total de Donges ont voté à l'appel de la CGT, la mise au minimum technique des installations pour une durée de 24 heures, après l'annonce de la fermeture de la raffinerie de Berre, a indiqué la CGT.

Cette action de solidarité vient en réponse à l'annonce de la direction de LyondellBasell de la fermeture de sa raffinerie de Berre. "En fonction de la poursuite de la grève à la raffinerie de LyondellBasell, la CGT Total de la raffinerie de Donges n'exclut aucune forme d'action dans les jours à venir" dit un communiqué. D'autres tentatives d'étendre le mouvement ont eu lieu.

La direction a annoncé un redémarrage pour trois mois en octobre.

***Parmi les mesures minimales et urgentes que nous préconisons, L'URCF revendique aussi la création par nationalisation d'un pôle de service public de l'Energie.***

*La création de pôles de services publics vise à introduire la satisfaction des besoins individuels et collectifs (dans une lutte de classes permanente contre la rentabilité financière), définis par les intéressés eux-mêmes.*

***Les pôles de services publics regrouperont des entreprises nationalisées anciennes et nouvelles, des PME passant contrat avec le pôle et l'Etat, des institutions publiques et parapubliques, des partenaires de la municipalité à l'Etat. Ce serait un pas en avant dans la conscience collectiviste à développer qui se heurterait dans un deuxième temps au capitalisme d'Etat.***

***Marxistes-léninistes, nous savons que ces pôles relèvent du capitalisme d'Etat.***

*Toutefois, en s'attaquant au cœur du dispositif néo-libéral de rentabilité financière, en visant à obtenir la satisfaction des besoins, c'est à dire au service des usagers et salariés, la riposte du capital monopoliste sera terrible.*

*Les travailleurs devront opposer leur unité de combat dans la lutte de classes contre la bourgeoisie monopoliste et son Etat.*

*La mobilisation permanente, les comités usagers/salariés, les forces syndicales et politiques progressistes devront résister puis combattre l'Etat des monopoles, ses campagnes médiatiques, ses agents et le MEDEF.*

*Les nationalisations ne sont pas un but en soi, fondées principalement sur la satisfaction des besoins, elles se heurteront tôt ou tard à l'Etat capitaliste (organisation de la classe dominante), d'où l'aggravation dans tous les domaines de la contradiction antagonique capital/travail.*

*La création de pôles de services publics vise à introduire la satisfaction des besoins individuels et collectifs (dans une lutte de classes permanente contre la rentabilité financière), définis par les intéressés eux-mêmes.*

*Nous visons aussi à une lutte pour la démocratisation de la gestion et des investissements grâce au rôle des comités de travailleurs de l'atelier (unité de production) jusqu'au comité central d'entreprises du pôle dirigé de façon tripartite : représentants de l'Etat, dirigeants, représentants des salariés (50 % des sièges). C'est là l'instance de décision stratégique du pôle.*

*Le pôle public Energie garantira par la lutte le maintien et l'extension d'un grand service public : EDF-GDF avec intégration par la nationalisation de Suez-Energie.*

*Le pôle doit regrouper outre cette entreprise, les filiales et sous-traitance.*

*La mission de service public assurera l'égalité des citoyens devant la loi, par la péréquation des tarifs entreprises/usagers.*

***Le service public d'énergie intégrera les groupes pétroliers qui doivent être nationalisés.***

*Un service public de l'eau doit être créé par la nationalisation des sociétés privées.*

*Les taxes de l'Etat sur l'essence doivent être remises aux pôles de services publics.*

*Les énergies alternatives se substituant au pétrole doivent être, afin de diminuer la dépendance énergétique, de faire baisser les coûts pour les usagers de l'automobile.*

*Le recours à l'énergie nucléaire pacifique doit être maintenu et développé comme garantie de l'indépendance énergétique, ainsi qu'aux énergies nouvelles.*

*La totale transparence sur les questions de sécurité, de santé publique est une exigence démocratique.*

**Supermarché Dia (Albertville, Savoie).**

Le 2 octobre, les cinq caissières du supermarché Dia d'Albertville (Savoie) ont fêté leur 101<sup>e</sup> jour de grève contre le travail dominical imposé par leur direction.

A l'entrée du parking, une banderole jaune accueille les clients venus faire leurs courses en cette matinée ensoleillée: "Le travail du dimanche, indignons-nous!" Depuis le premier dimanche de grève, le 11 octobre 2009, les six employées, devenues cinq après le départ de l'une d'elles, se relaient chaque week-end au piquet de grève. La direction a fait appel à des jaunes pour maintenir le magasin ouvert. Des rumeurs font état d'un changement de statut du magasin et de l'arrivée d'un nouveau directeur qui promettrait que le travail du dimanche ne se ferait plus que sur la base du volontariat. ***Bien entendu, sous l'esclavage capitaliste, ce n'est que par la lutte de classe que les travailleurs peuvent imposer leur volonté et empêcher la généralisation du travail du dimanche qui, une fois instaurée partout, deviendra un jour payé comme un autre.***

# Répression anti-ouvrière

## **Goodyear (Amiens-Nord).**

Des salariés de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord ont fait grève mardi 20 septembre pour soutenir quatre délégués CGT convoqués à des entretiens préalables en vue de sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement pour menaces contre d'autres syndicalistes.

L'ensemble de la production était interrompue entre lundi 22H00 et mardi 22H00 et environ 400 salariés se sont rassemblés dans la matinée sur le parking de l'usine en signe de solidarité.

Il est reproché aux quatre délégués CGT --dont le leader de la contestation contre le plan de restructuration, qui prévoit la suppression de quelque 800 postes, Mickael Wamen-- d'avoir proféré injures et menaces contre deux membres de la CFE-CGC (syndicat de cadres), dont le secrétaire général du comité central d'entreprise (CCE).

Le secrétaire adjoint du syndicat CGT, Jean-François Quandalle, a affirmé à l'AFP que la direction s'était "appuyée uniquement sur les dires du syndicat CFE-CGC" pour lancer sa procédure alors qu'il y avait eu "des échanges verbaux des deux côtés". "La direction essaie de s'en prendre à la CGT car elle est opposée" au plan de restructuration, a-t-il poursuivi.

La CGT a engagé des actions en justice devant le tribunal de grande instance de Nanterre contre ce plan, qui prévoit 817 suppressions de postes dues à l'arrêt de l'activité tourisme.

**La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.**

**Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.**

**La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.**

**En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisations révolutionnaires politique et syndicale, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.**

**Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».**

*L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et ailleurs.*

***Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte !***

*Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « Le socialisme : seule alternative au capitalisme ».*

***Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !***

***Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !***

16 octobre 2011

*Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF*